

Note d'information : Impact du COVID-19 sur la migration mixte dans la région d'Agadez

Niger, Avril 2020

RÉSUMÉ

Le Niger est traditionnellement un point de transit important pour les migrations mixtes¹. Les migrants et réfugiés² ouest-africains se dirigent vers le nord à la recherche d'opportunités, tandis que d'autres sont forcés à se déplacer vers le sud, expulsés par les autorités algériennes ou entrant au Niger depuis la Libye, à la recherche de sécurité de l'autre côté de la frontière. Le premier cas de COVID-19 a été détecté à Niamey le 19 mars 2020. Depuis ce premier cas, 3 245 personnes potentiellement atteintes par le virus ont été testées, principalement à Niamey. Des résultats positifs ont été obtenus pour 832 d'entre elles (données du 10 mai 2020), parmi lesquelles 46 sont décédées³. Dix-huit cas ont par ailleurs été identifiés dans la région d'Agadez début mai³. Pour limiter la propagation du COVID-19, les autorités nigériennes ont imposé la fermeture des frontières et des écoles, elles ont également réduit les transports publics, limité au minimum les transits depuis et vers Niamey, et prohibé les rassemblements de plus de 50 personnes, de même que les réunions et les ateliers de formations⁴.

La fermeture des frontières a eu des impacts immédiats sur les migrants et réfugiés (retournés et en transit) :

- Les migrants et réfugiés qui entrent dans le pays sont mis en quarantaine pendant deux semaines. Comme les lieux où ils sont placés en quarantaine ne sont souvent pas conçus comme des lieux d'isolement prolongé, **ils sont mal équipés pour répondre aux besoins fondamentaux des migrants qui y sont isolés**⁵.
- Les migrants et réfugiés étrangers qui ont l'intention de se faire rapatrier sont **bloqués dans des centres de transit de plus en plus surpeuplés, sans aucune perspective claire quant au moment auquel leur rapatriement pourrait avoir lieu**⁵.

Si la communauté humanitaire semble avoir un intérêt général à intervenir en soutien aux autorités qui gèrent la crise, il y aurait un manque de clarté quant aux besoins les plus urgents et à leur ampleur. Cette note d'information, rédigée dans le cadre du groupe de travail sur la migration, présente les résultats d'une évaluation rapide de la situation humanitaire des flux migratoires mixtes affectés par le COVID-19 dans la région d'Agadez. L'évaluation a été menée du 17 au 22 avril 2020 et se base sur des données secondaires et sur 10 entretiens auprès d'informateurs clés (IC)⁶ enquêtés à distance via des échanges téléphoniques. Les résultats doivent être considérés comme indicatifs plutôt que représentatifs, fournissant un aperçu général de la situation et des besoins humanitaires. Cette note d'information explore les priorités identifiées par les IC en matière de besoins humanitaires urgents pour les migrants et réfugiés actuellement placés en quarantaine dans les sites d'isolement ou vivant dans les sites de transit de la région d'Agadez.

PRIORITÉS



Santé

Les infrastructures de santé, le personnel soignant et les équipements sanitaires sont généralement insuffisants pour répondre à la fois au nombre croissant de migrants et réfugiés bloqués au Niger et à une éventuelle épidémie de COVID-19 selon les informateurs clés interrogés. Les appels pour le financement du plan d'intervention régional restent largement sans réponse, selon les autorités régionales interrogées.



Assistance humanitaire

Les IC interrogés s'accordent à dire que, bien que l'aide humanitaire soit disponible dans les sites d'isolement et de transit, la quantité disponible est généralement insuffisante pour répondre aux besoins d'une population migrante en augmentation dans ces sites. Les besoins prioritaires sont identifiés par les IC dans les secteurs des abris, de l'assistance alimentaire et des biens non alimentaires (BNA).

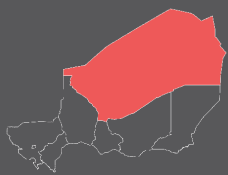


Protection

Les IC ont rapporté que de nombreux migrants et réfugiés, qui ont souvent été exposés à des risques de sécurité élevés et à la stigmatisation, et qui sont actuellement bloqués au Niger, ont des besoins accrus en protection ainsi que d'appui psychosocial.

CONTRAINTES HUMANITAIRES

Les informateurs clés ont souligné l'absence de ressources financières suffisantes pour répondre aux besoins des migrants et réfugiés vulnérables, ainsi qu'au plan régional de prévention COVID-19. Les interventions humanitaires sont en outre limitées par un manque d'informations sur les besoins prioritaires. L'impossibilité d'organiser des réunions en personne constitue un obstacle supplémentaire à cette coordination.



Note d'information : Impact du COVID-19 sur la migration mixte dans la région d'Agadez

Niger, Avril 2020

CONTEXTE

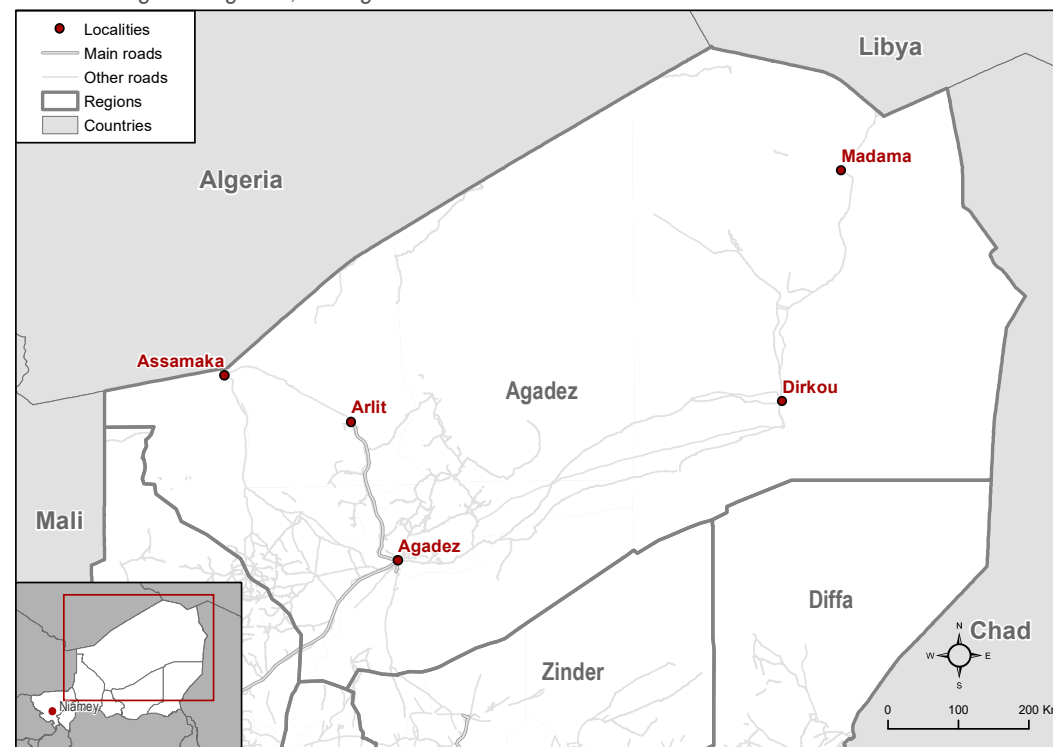
L'apparition du COVID-19 au Niger et les restrictions qui y sont liées touchent les migrants et réfugiés vulnérables en déplacement et bloqués dans le pays. La fermeture des frontières a réduit les flux migratoires mixtes de 28 % en Afrique de l'Ouest entre janvier et mars 2020, selon la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM. Dans la région d'Agadez, la DTM observe une diminution de 23 % de ces flux à Arlit (près de la frontière avec l'Algérie) et de 5 % à Madama (près de la frontière libyenne)⁷. L'OIM estime qu'environ 2 300 migrants sont actuellement bloqués au Niger⁸.

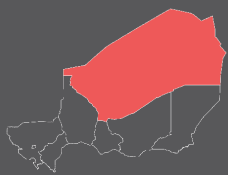
Les postes aux frontières d'Assamaka (frontière Niger-Algérie) et de Madama (frontière Niger-Libye)⁴ ont été officiellement fermés le 19 mars 2020. Les migrants et réfugiés qui se dirigeaient vers le nord ont donc le choix entre rester bloqués au Niger ou choisir de traverser le désert de façon clandestine, un voyage potentiellement mortel car ils sont exposés à des conditions climatiques difficiles et à un approvisionnement en ressources limité⁹. Selon les IC interrogés, les migrants continuent de se diriger vers la Libye et l'Algérie, même si les frontières sont fermées. Toutefois, le nombre de départs de migrants vers Agadez pourrait diminuer en raison du manque de transports publics entre Niamey et Agadez, suite à la mise en place de mesures de prévention liées au COVID-19.

Les migrants et les réfugiés en route vers le sud continuent d'arriver au Niger. Depuis 2018, l'Algérie expulse environ 500 migrants ouest-africains par semaine, les transportant jusqu'au point frontalier situé 15 km avant la colonie d'Assamaka, d'où les migrants traversent une étendue désertique jusqu'à atteindre la ville^{4,9}. Malgré la fermeture officielle de la frontière, 1 046 personnes ont été expulsées d'Algérie entre le 19 mars et le 18 avril 2020⁴. Il s'agit souvent de jeunes Nigériens travaillant dans les mines de la zone frontalière entre l'Algérie et le Niger. La violence, l'insécurité et les problèmes de protection poussent les migrants et réfugiés à quitter la Libye pour le Niger. Voyageant vers le sud par leurs propres moyens, ils sont confrontés au risque de se perdre dans le désert⁹. En avril, 256 personnes revenues de Libye ont ainsi été sauvées dans le désert près de Madama⁴.

Enfin, 1 490 migrants sont actuellement bloqués au Niger¹⁰, auxquels s'ajoutent des réfugiés, en attente de leur rapatriement ou de leur réinstallation. Alors que le nombre de migrants entrant au Niger augmente et que les possibilités de rapatriement et de réinstallation sont suspendues en raison de la fermeture des frontières, les installations accueillant ces migrants et réfugiés sont de plus en plus saturées. Ceux qui ne souhaitent pas être rapatriés et qui ne peuvent bénéficier d'une réinstallation se retrouvent souvent dans des zones périurbaines désavantagées de la ville d'Agadez ou tentent de reprendre leur voyage vers le nord. Selon le Conseil régional d'Agadez, qui enquête sur les migrants qui entrent et sortent de la région, 81% des 3 818 migrants interrogés en mars ont indiqué qu'ils ne voulaient pas retourner dans leur pays ou leur ville d'origine⁵.

Carte 1. Région d'Agadez, au Niger





CAPACITÉ DE RÉPONSE DES ACTEURS

La réponse actuelle fournit un niveau d'assistance limité dans tous les secteurs, mais les informateurs clés ont souligné que l'aide est généralement insuffisante pour couvrir de manière adéquate les besoins de tous les migrants et réfugiés. Les IC ont également rapporté être particulièrement préoccupés par la possibilité de nouvelles arrivées, qui pourraient accentuer les besoins non satisfaits⁵.



Assistance humanitaire

Les autorités nigériennes sont à la tête du plan régional de prévention du COVID-19, prenant à la fois des mesures face à une éventuelle propagation du virus dans la région - comme la mise en place d'un site d'isolement dans le stade d'Agadez, et apportant une assistance aux migrants et réfugiés touchés par ces mesures. Les autorités sont soutenues par l'OIM, qui fournit généralement un soutien logistique et distribue des kits contenant des produits alimentaires et non alimentaires. L'OIM gère également les sites de transit pour les migrants internationaux, tandis que le HCR supervise le centre humanitaire pour les réfugiés et les demandeurs d'asile bloqués. Outre ces agences des Nations Unies, un certain nombre d'ONG participent à la mise en place d'une assistance, notamment MDM, MSF et IRC.



Mesures de prévention du COVID-19

Dans l'ensemble de la région d'Agadez, la Direction régionale de la santé publique (DRSP) a établi un plan de préparation et d'intervention pour le COVID-19, d'un coût d'environ 2 millions de dollars américains (USD). Ce plan prévoit la création d'un centre de soins spécialisés pour les patients atteints du COVID-19, ainsi que le renforcement des mesures de surveillance sanitaire aux points de frontière et dans les mines d'or de la région¹¹.

Un comité régional composé d'acteurs étatiques et non étatiques a été créé pour mettre en œuvre ces mesures de prévention, sensibiliser les populations et mobiliser les ressources nécessaires⁵. Cependant, malgré les appels à la mobilisation de ressources lancés par les autorités régionales, la réponse de la communauté humanitaire reste limitée, selon les représentants de l'État interrogés.

Alors que le plan régional est conçu pour limiter la propagation du COVID-19 dans l'ensemble de la région d'Agadez, des mesures spécifiques de prévention liées aux migrations ont également été prises. Outre l'ouverture de sites d'isolement et l'imposition d'une quarantaine de 14 jours aux migrants et réfugiés entrant au Niger, les fonctionnaires prennent systématiquement la température

des voyageurs aux points frontaliers du Niger. Dans les centres de transit de l'OIM, des mesures de prévention telles que le lavage des mains et la vérification de la température sont également adoptées⁴. Cependant la capacité à tester les cas suspects restent limitée dans la région d'Agadez.



Rapatriement

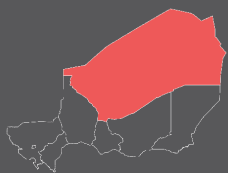
Afin d'apporter une solution aux migrants et réfugiés qui souhaitent se faire rapatrier alors que les frontières sont fermées, le gouvernement du Niger, l'OIM et les missions diplomatiques travaillent ensemble pour ouvrir un éventuel corridor pour le retour des migrants et réfugiés dans leur pays d'origine⁸.

SITES D'ISOLEMENT ET CENTRES DE TRANSIT

Sites d'isolement

Selon les IC interrogés, les personnes se déplaçant risquent de transporter le virus vers de nouveaux endroits, particulièrement dans la région d'Agadez où les flux de migrants sont importants. C'est pourquoi les autorités nigériennes ont adopté des mesures pour empêcher les migrants potentiellement infectés de propager la maladie. Tous les migrants entrant au Niger sont soumis à une période de quarantaine de 14 jours. Deux nouveaux sites d'isolement ont été mis en place pour les migrants entrant dans la région d'Agadez :

- **SITE D'ISOLEMENT D'ASSAMAKA** : Dans la localité frontalière d'Assamaka, où un centre de transit était déjà présent avant le début de la pandémie, un site d'isolement a été créé. Les migrants entrant en provenance d'Algérie y passent leur période de quarantaine. Pourtant, selon les IC interrogés, il a été difficile de passer d'un accueil de migrants au sein du centre pour 24 heures à un accueil de centaines de personnes pendant 14 jours. La réponse est gérée par le DRSP, et soutenue par l'OIM et MSF, qui fournissent, entre autres, des infrastructures d'eau et d'assainissement, et organisent des distributions alimentaires. Cependant, comme il y a un flux continu de migrants et de réfugiés arrivant en petits et grands groupes dans le centre, il s'est avéré de plus en plus difficile de les placer en quarantaine, tout en continuant à séparer les nouveaux arrivants des groupes existants, selon les IC interrogés. Les 356 migrants actuellement présents sur le site⁸ sont abrités sous des hangars dans des espaces communs⁸. À l'issue de leur période de quarantaine, ces personnes sont généralement transférées à Agadez où les personnes de nationalité nigérienne sont confiées à l'État nigérien, tandis que les migrants internationaux et les demandeurs d'asile sont respectivement pris en charge par l'OIM et le HCR, comme expliqué par les IC⁵.



Note d'information : Impact du COVID-19 sur la migration mixte dans la région d'Agadez

Niger, Avril 2020

- **STADE D'AGADEZ** : Les migrants et réfugiés arrivant de Libye ont été transportés par l'OIM et les autorités nigériennes de Madama à Agadez via Dirkou⁸. A Agadez, ces 235 migrants ont passé leur période de quarantaine dans le stade régional, géré par la DRSP comme site d'isolement, avec l'aide de l'OIM. Ces migrants et réfugiés ont été hébergés dans de grandes tentes et se partagent les produits non alimentaires. Le 10 avril, 43 migrants se sont échappés du stade en escaladant ses murs¹².

Centres de transit

Après la période d'isolement de 14 jours, les migrants internationaux et réfugiés sont déplacés vers des sites où ils séjournent jusqu'à leur rapatriement ou leur réinstallation. Les migrants nigériens qui sont entrés dans le pays par l'Algérie ou la Libye passent par le site de rapatriement, après quoi ils sont invités à retourner dans leur ville d'origine. Dans ces centres de l'OIM, des mesures de préventions telles que le lavage des mains et la prise de température sont en train d'être mises en place⁴.

- **CENTRE DE TRANSIT D'AGADEZ** : Environ 772 migrants¹⁰ séjournent au centre de transit pour migrants internationaux, où ils dorment dans des dortoirs et des hangars. Alors que ce site a été créé pour accueillir les migrants et les réfugiés pendant une à deux semaines au cours desquelles leur rapatriement est organisé, il a dû s'adapter à la situation actuelle dans laquelle des centaines de migrants et de réfugiés sont hébergés pendant plusieurs mois en l'absence de possibilités de rapatriement immédiates, selon les IC interrogés.
- **CENTRE DE TRANSIT D'ARLIT** : Après avoir terminé leur quarantaine de 14 jours à Assamaka, 405 migrants sont hébergés au centre de transit de l'OIM à Arlit⁸. Après deux semaines de quarantaines, des tensions semblent commencer à émerger dans le centre, notamment dues aux difficultés de communication et au manque d'information quant à un potentiel retour vers le pays d'origine des migrants¹³.
- **SITE DE RAPATRIEMENT D'AGADEZ** : Le site de rapatriement de la ville d'Agadez est géré par les autorités nigériennes et soutenu par l'OIM. Le site accueille environ 292 migrants nigériens¹⁰ expulsés d'Algérie, qui passent généralement 48 heures sur ce site avant de retourner dans leur village d'origine. Le site contient des abris d'urgence, et bien que des installations sanitaires soient présentes, elles sont considérées comme insuffisantes pour le nombre de personnes présentes sur le site, selon les IC interrogés.

- **CENTRE HUMANITAIRE** : Aux abords immédiats de la ville d'Agadez, le HCR gère un centre humanitaire pour les demandeurs d'asile. Le site a été créé en 2018 et accueille principalement des demandeurs d'asile soudanais.

Enfin, largement hors de portée de la communauté humanitaire, se trouvent les migrants travaillant sur les sites miniers de la région d'Agadez. Ils sont particulièrement exposés à une éventuelle épidémie en raison du manque de mesures de prévention prises et de la forte concentration de personnes sur ces sites⁵. Peu de données sont toutefois disponibles sur le statut des habitants de ce site ainsi que leurs conditions de vie.

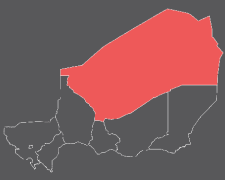
PRINCIPAUX BESOINS HUMANITAIRES IDENTIFIÉS

Protection, sécurité et appui psychosocial

Selon les informateurs clés interrogés, les migrants et réfugiés vulnérables ont besoin de protection, de sécurité et d'appui psychosocial. Ils s'exposent à des risques élevés en matière de sécurité tout au long de leur voyage, et nombre d'entre eux ont dû faire face à des risques pour leur sécurité en Libye, en Algérie et dans le désert nigérien. En outre, ils sont souvent préoccupés par leur avenir et leur santé, et sont confrontés à la stigmatisation dont ils font l'objet de la part des populations locales. Parmi les migrants et réfugiés, il y a des enfants non accompagnés et séparés, ainsi que des hommes et des femmes âgés, des femmes enceintes et des personnes handicapées⁵. Les besoins spécifiques en protection des migrants qui ne sont pas disposés à retourner dans leur pays d'origine ont également été soulignés par les IC interrogés.

Santé et hygiène

Les besoins en matière de santé ont été mentionnés par les IC, tant pour garantir l'accès des migrants aux soins de base que pour contribuer à limiter le risque de propagation du COVID-19. Les sites de transit actuels - construits pour accueillir les migrants et réfugiés pendant quelques jours - ne sont pas suffisamment équipés pour répondre aux besoins sanitaires des migrants et réfugiés sur une période de plusieurs mois. Alors qu'un manque d'infrastructures de santé, de personnel soignant, de services et d'équipements sanitaires avait déjà été identifié à Assamaka et à Madama avant la crise¹⁴, le contexte actuel a encore accru les besoins en personnel soignant et en équipements sanitaires, notamment de tests COVID-19, qui sont toujours absents dans la région au moment de cette évaluation, selon les informateurs clés^{5,15}.



Note d'information : Impact du COVID-19 sur la migration mixte dans la région d'Agadez

Niger, Avril 2020



Sécurité alimentaire et nutrition

Alors que la communauté humanitaire semble être en mesure de répondre aux besoins immédiats des migrants et réfugiés dans les sites d'isolement et de transit, les informateurs clés ont identifié des préoccupations liées à la fois à l'approvisionnement en nourriture - qui aurait été affecté par la fermeture des frontières - et à sa qualité, car l'aide alimentaire actuelle pourrait ne pas être en mesure de couvrir tous les besoins nutritionnels des personnes en bénéficiant, d'autant plus que leur nombre augmente.



Abris

Dans de nombreux lieux où les migrants et réfugiés s'isolent ou transitent, ils manquent d'espace individuel et sont hébergés dans des hangars ou de grandes tentes. Cela implique tant l'absence d'intimité dans ces espaces, que l'augmentation du risque de transmission du COVID-19 et d'autres maladies liées à la promiscuité et au partage de BNA. En outre, les tentes, les hangars et les abris sont souvent mal adaptés au climat de la région, qui est marqué par des vents forts et des températures très élevées, en particulier au cours des mois d'avril et de mai⁵. Enfin, les lieux d'accueil semblent pour certains proches de la saturation, et le manque de données quantitatives détaillées entrave la mise en place de solutions alternatives viables par les acteurs humanitaires.

Les IC ont en outre souligné l'importance de soutenir les migrants dans les zones périurbaines désavantagées ainsi que la communauté locale de la ville d'Agadez. Ces populations reçoivent une aide relativement limitée, alors qu'elles pourraient être touchées par une crise socio-économique résultant des mesures COVID-19, notamment des changements de prix et d'offre disponible sur les marchés, ainsi que la diminution du commerce informel et d'autres possibilités d'emploi⁵. En outre, la population locale d'Assamaka pourrait être particulièrement vulnérable car elle est exposée à l'arrivée de migrants entrant au Niger avant leur quarantaine de 14 jours, mais il n'existe pas d'infrastructure permettant aux habitants d'Assamaka d'organiser leur propre isolement⁵. Mais les lacunes d'information autour de ces communautés sont très fortes, et les renseignements actuellement disponibles ne permettent pas selon les IC la mise en place d'une réponse adaptée.

Contraintes humanitaires

Ressources

Comme souligné par les IC, malgré une certaine médiatisation qui entoure le COVID-19 au Niger et la volonté des acteurs humanitaires d'intervenir, il semble y avoir un manque de ressources disponibles, entraînant un manque d'assistance adéquate. Les appels au financement du plan régional de

prévention du COVID-19 restent largement sans réponse, selon les autorités régionales interrogées dans le cadre de cette évaluation.

Coordination and communication

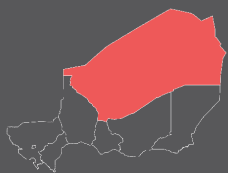
Les IC ont souligné la nécessité d'améliorer la coordination entre tous les acteurs impliqués dans la réponse. Alors que des mécanismes de coordination existent au niveau national, l'importance d'une coordination renforcée au niveau régional a été rapportée, ainsi que la nécessité d'inscrire les interventions dans le cadre du plan de réponse régional pour prévenir la multiplication de mesures COVID-19 dans la région. La coordination des mesures de prévention est également limitée par l'incapacité d'organiser des réunions physiques, ce qui signifie que de nombreux canaux de coordination habituels ont été suspendus. En outre, certains IC ont fait valoir qu'il est urgent de prendre plus au sérieux les besoins humanitaires découlant des flux migratoires mixtes au sein de la communauté humanitaire.

Information

En raison de la porosité des frontières et de l'immensité du territoire nigérien, il est presque impossible d'opérer le suivi de la façon dont les migrants et réfugiés se déplacent. En outre, les évaluations des besoins humanitaires des migrants et réfugiés vulnérables dans la région d'Agadez sont obsolètes selon les IC. Des recherches supplémentaires portant sur les effets des mesures de prévention du COVID-19 sur la population locale d'Agadez seraient également nécessaires, afin d'obtenir des données quantitatives désagrégeables pour fournir des informations précises et contribuer à la mise en place d'interventions humanitaires adaptées.

Perspectives

Alors que les migrants et réfugiés continuent de traverser les frontières au nord du Niger, les IC ont exprimé leur inquiétude quant à une éventuelle détérioration de la situation humanitaire, étant donné la capacité limitée des centres d'isolement et de transit à leur fournir une assistance de base. Tant que les migrants et réfugiés continueront à revenir d'Algérie et de Libye, et tant que les centres de transit ne seront pas en mesure de rapatrier ces migrants, les sites humanitaires et les centres de transit risquent d'être confrontés à un surpeuplement. Une étude permettant d'obtenir des données quantitatives désagrégeables par sexe et âge dans les différents sites d'isolement et centres de transit de la région d'Agadez quant à leur capacité d'accueil et leurs besoins pourrait contribuer à renseigner les acteurs humanitaires et préciser les priorités identifiées à ce jour par les IC.



Note d'information : Impact du COVID-19 sur la migration mixte dans la région d'Agadez

Niger, Avril 2020

NOTES

1. Dans le cadre de cette évaluation, la « migration mixte » est définie comme « les mouvements transfrontaliers de personnes, y compris les réfugiés fuyant les persécutions et les conflits, les victimes de la traite et les personnes à la recherche de meilleures vies et opportunités ». Motivées par une multitude de facteurs, les personnes participant à des flux mixtes ont des statuts juridiques différents et présentent des vulnérabilités variées. Bien qu'elles aient droit à une protection en vertu de lois internationales des droits de l'homme, elles sont exposées à de multiples violations de leurs droits tout au long de leur voyage. Les personnes faisant partie de flux migratoires mixtes empruntent des itinéraires similaires et utilisent des moyens de transport similaires - souvent en situation irrégulière et totalement ou partiellement aidés par des passeurs de migrants. Source: [Mixed Migration Centre](#).
2. Dans le cadre de cette note, toutes les personnes participant à des flux migratoires mixtes sont appelées « migrants et réfugiés », sauf si spécifié différemment.
3. [OCHA, Niger : Situation du COVID-19, 4 mai 2020](#)
4. [IOM. Suivi des urgences – COVID 19 : Niger, région d'Agadez. 19 avril 2020.](#)
5. Enquêtes auprès d'informateurs clés réalisées entre le 17 et le 22 avril 2020.
6. Les informateurs clés représentaient 9 structures et organisations différentes : Catholic Relief Service (CRS), Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DREC M-R), International Rescue Committee (IRC), International Organisation for Migration (IOM), Médecins du Monde (MDM), le Conseil Régional d'Agadez, United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF) et la Croix Rouge Nigérienne.
7. The International Organization for Migration (April, 2020), Displacement Tracking Matrix (DTM).
8. IOM. Réponse COVID-19 : Niger – Rapport de situation N. 2 : 27 mars – 16 avril
9. [Médecins Sans Frontières \(MSF\). Niger: at the crossroads of migration, 17 december 2019](#)
10. IOM. Réponse COVID-19 : Niger - Rapport de situation : 17 avril - 8 mai
11. Direction Régionale de la Santé Publique. Plan de Préparation et Réponse au nouveau coronavirus (COVID-19) de la Région d'Agadez. mars 2020
12. Air info. Agadez : une quarantaine de migrants confinés au Stade régional prennent la fuite, 13 avril 2020.
13. [France24, Niger : A Arlit, des migrants subsahariens se révoltent contre une quarantaine sans fin. 24 avril 2020](#)
14. IOM Niger. Enjeux et défis de la santé aux frontières de la région d'Agadez. 2018.
15. Echos des régions du bulletin journalier de la réponse à la pandémie au COVID-19, Niger : Agadez, 16 avril 2020.

MÉTHODOLOGIE

- Cette note d'information présente les résultats d'une évaluation rapide des effets de la situation COVID-19 sur les migrants dans les centres de transit de la région d'Agadez. Elle a été menée du 17 au 22 avril 2020 dans le cadre du groupe de travail sur les migrations.
- L'évaluation rapide est basée sur un examen des données secondaires, 10 entretiens structurés avec des informateurs clés (IC) et des consultations informelles avec des membres de la communauté humanitaire. Les organisations et les structures de coordination qui ont été interviewées ou consultées comprennent le CRS, la DREC M-R, IRC, l'IOM, MDM, le Conseil régional d'Agadez, le UNHCR et UNICEF.
- Les IC ont été sélectionnées sur la base de leur expertise sur la situation actuelle à Agadez et la coordination de sa réponse. Les entretiens ont été menés par téléphone ou par Internet avec des questionnaires préétablis et semi-structurés.
- Plusieurs organisations et structures de coordination ont été consultées pour trianguler les informations et obtenir des informations spécifiques sur leurs secteurs ou leurs domaines d'expertise.
- L'examen des données secondaires a porté sur les sources d'information accessibles au public (publications, articles de presse) et les sources d'information qui ont été distribuées bilatéralement.
- En raison de la méthodologie utilisée pour l'évaluation, les résultats ne sont qu'indicatifs et donnent un aperçu général de la situation actuelle et des besoins des migrants évalués dans le cadre de cette évaluation
- Compte tenu des contraintes de temps et du manque de données publiques disponibles, les activités humanitaires mentionnées dans cette note d'information ne sont probablement pas exhaustives.

A PROPOS DE LA RÉPONSE REACH AU COVID-19

En tant qu'initiative déployée dans de nombreux pays vulnérables et touchés par des crises, REACH est profondément préoccupé par les effets dévastateurs que la pandémie de COVID-19 pourrait avoir sur les millions de personnes affectées que nous cherchons à aider. Ainsi, REACH est actuellement en train d'étendre son champ d'action programmatique pour répondre à cette pandémie en identifiant des pistes concrètes permettant d'informer les interventions humanitaires dans les pays où nous sommes actifs. Un fil d'information dédié [sur notre site internet](#) reprend toutes les informations relatives à la réponse de REACH au COVID-19. Veuillez contacter geneva@impact-initiatives.org pour de plus amples informations.